

## Woleu-Ntem/Département du Haut-Ntem/Minvoul/Œuvre de bienfaisance... La sollicitude du ministre d'État Francis Nkéa envers la communauté autochtone

LBON

Minvoul/Gabon

**RESIDANT**, pour la grande majorité, dans des campements en pleine forêt, le peuple autochtone du département du Haut-Ntem vient de bénéficier d'une marque d'attention de la part du ministre d'Etat en charge des Institutions constitutionnelles et du Dialogue politique, Francis Nkéa. Ce dernier vient en effet d'offrir à ce peuple nomade, qui se sédentarise désormais en s'installant pour certains en bordure de route, un don composé de vêtements (costumes, chemises et cravates) et de produits de première nécessité (une dizaine de sacs de riz et autant de cartons de volaille).

Une initiative très appréciée par les bénéficiaires, qui n'ont pas caché leur satisfaction pour cet acte de générosité, souhaitant du reste le voir se pérenniser. « *Merci monsieur le ministre, nous sommes heureux de recevoir ce don et vous promettons d'en faire bon usage* », a déclaré l'un d'eux, visiblement ému. Aussi, ont-ils improvisé une scène de réjouissances à travers une danse, qui a



Le ministre d'État Nkéa, qui s'entretient ici avec ses hôtes, accompagné du gouverneur Meviane...



... leur a ensuite remis une enveloppe...



... ainsi qu'un don de nourriture et de vêtements.



Les peuples autochtones quittent progressivement la forêt et s'installent sur la route.

obligé chacun à se mettre en évidence en esquissant des pas rythmés. Émerveillé par la qualité du spectacle qui plongeait chacun dans l'univers encore trop fermé de ces populations, le public a su

apprécier, à sa juste valeur, ce qui constituait pour lui une grande découverte. Ces moments de joie intense ont ému le bienfaiteur qui, justifiant son geste, a tenu à donner quelques informations ca-

pitales à ses hôtes concernant leur intégration sociale. Il faut savoir que le Dialogue politique national, initié par le président Ali Bongo Ondimba, qui vient de rendre ses conclusions, a consacré une large

place à ce sujet. Comme grandes recommandations, à retenir celles ayant trait à la création, désormais, de postes de députés et de sénateurs réservé au peuple autochtone. Ces derniers auront

pour mission première de le représenter et surtout de défendre ses intérêts.

L'objectif visé, a-t-il expliqué, est d'impliquer davantage ces compatriotes dans la vie politique du pays. De plus, les jeunes pygmées seront désormais scolarisés, afin de leur permettre de mieux s'imprégner de la civilisation occidentale, tout en favorisant leur intégration dans la société moderne. Cela leur permettra aussi de quitter la forêt et de se rapprocher des villages. Bien plus, de se débarrasser de la réputation peu enviable de sous-hommes qui leur colle à la peau.

Enfin, voulant conforter ses propos par un acte symbolique, Francis Nkea a remis une enveloppe d'un million de francs à toute la communauté, qui s'est, du reste, montrée très ravie. Et c'est heureux que chacun est rentré chez lui en attendant la matérialisation des différentes décisions prises à l'égard de cette communauté. Avec comme avantage, non seulement le changement de son milieu de vie, mais aussi de son mode de vie, et partant de ses habitudes.

... et département de l'Okano/District de Sam/Education

## Vers la construction d'un collège d'enseignement secondaire

AN

Sam/Gabon

**UNE** délégation du ministère de l'Éducation nationale, conduite par le directeur général adjoint (DGA) du Patrimoine et des Equipements, Jean Pierre Manfoumbi, a effectué dernièrement une mission dans le district de Sam, situé dans le département de l'Okano (province du Woleu-Ntem), en vue d'identifier le site devant abriter le futur Collège d'enseignement secondaire (CES) public.

Ce projet, selon M. Manfoumbi, qui était accompagné d'un chargé d'études du ministre, Hubert Ella Minko, et de l'entrepreneur devant exécuter le chantier, Jaber Hussen, entre dans le cadre du plan d'urgence de la mission Education nationale et Enseignement technique, pour le compte de l'exercice budgétaire 2017, et en vue de la préparation de la rentrée des classes 2017-2018.

« *Le gouvernement a mis en place, cette année, un vaste*



Le chef de la délégation, Jean Pierre Manfoumbi (1er plan) échange avec les populations sur le terrain. Photo de droite : Séance de travail à la sous-préfecture de Sam.



Visite des deux sites.



C'est finalement derrière cette école catholique que devrait être érigé le futur CES public.

chantier de construction d'établissements scolaires en vue d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves», a laissé enten-

dre le DGA aux populations locales. Ajoutant que l'identification du site devant abriter le futur collège et la sensibilisation des po-

pulations ainsi que les autorités administratives et la notabilité locales impactées, paraissaient importantes, tant il fallait que

l'entrepreneur ait des garanties nécessaires et suffisantes de leur adhésion au projet, lors du lancement effectif des travaux.

Une réunion de mise au point s'est donc tenue à la sous-préfecture. Celle-ci était présidée par Jean Hilaire Angoué Mba, directeur de cabinet et représentant de la ministre déléguée chargée de la Formation technique et professionnelle au ministère du Travail, Françoise Assengone Obame, initiatrice du projet. A l'issue de cette réunion, deux sites ont été proposés à la délégation de Libreville : celui situé après la nouvelle sous-préfecture de Sam, en allant vers Melen-Nkamayop, et l'autre localisé derrière l'école catholique de Sam.

Mais, au terme de l'inspection, c'est l'emplacement situé derrière l'école catholique qui a été retenu, le chef de la délégation et l'entrepreneur y ayant décelé toutes les caractéristiques et normes établies par les autorités compétentes pour la construction d'établissements secondaires.

Les populations de Sam n'attendent désormais plus que le lancement effectif des travaux de ce grand projet.